

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1926-1927.

Projet de loi revisant la législation exceptionnelle en matière de baux
à loyer ⁽¹⁾.

Amendement de MM. Gelders et Fischer. (Emploi des langues.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. MARCK.

MESSIEURS,

Nos honorables collègues, MM. Gelders et Fischer, ont déposé l'amendement suivant :

« Ajouter au § 3 de l'article 8, les mots suivants : Si le congé est signifié par huissier, l'exploit en sera rédigé en langue flamande dans la partie flamande du pays. Dans la partie bilingue, il sera rédigé dans la langue qu'aura choisie le preneur ; dans le reste du pays, dans la langue qui y est en usage. »

Il saute aux yeux que cet amendement ne pourrait en aucun cas être adopté tel quel. Il ne précise pas ce qu'il faut entendre par les expressions : « la partie flamande du pays » — « la partie bilingue du pays » — « tout le reste du pays ». Mais nous estimons qu'il est inutile de rechercher les modifications qui devraient être apportées à cet amendement, parce que nous sommes d'avis que celui-ci n'est pas recevable à cause de son caractère inconstitutionnel.

Rappelons le texte de l'article 23 de la Constitution : « L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif ; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ».

Il semble incontestable que l'exploit par lequel l'huissier se borne à signifier congé au preneur suivant le mandat que lui en a donné le bailleur, n'est ni un acte de l'autorité publique, ni un acte judiciaire.

Les actes de l'autorité publique sont ceux qui sont accomplis par toute personne ou par tout corps investi d'un caractère public, c'est-à-dire ayant reçu

(1) Projet de loi, transmis par le Sénat, n° 427 de 1925-1926.

Rapport, n° 12 de 1926-1927.

Amendements : de I à XIII.

des attributions, directement ou indirectement, de la puissance souveraine et ayant été institué directement ou indirectement en vue d'un intérêt public. Mais les huissiers ne peuvent être considérés comme des agents de l'autorité. Ils ne sont investis d'aucune portion de l'autorité publique. En réalité, ce sont des simples auxiliaires de la justice, exerçant, il est vrai, un emploi soumis par la loi, à certaines conditions, nommés et révoqués par le Gouvernement. Lorsqu'ils signifient un exploit à la requête d'une partie, ils agissent comme mandataire de cette partie.

D'autre part, un exploit de congé n'est pas un acte judiciaire, c'est-à-dire un acte qui appartient à une instance judiciaire. C'est un acte *extra-judiciaire* ayant pour but d'exercer, de conserver ou d'acquérir un droit. Il n'en serait, évidemment, plus ainsi si l'exploit de congé était en même temps un exploit d'assignation.

Nous croyons donc pouvoir conclure à la non recevabilité de l'amendement pour cause d'inconstitutionnalité.

Pour être complet, nous tenons à faire remarquer que l'effet utile de cet amendement ne serait pas bien considérable. En effet, si cet amendement était adopté, il resterait, évidemment, loisible au bailleur de donner congé par lettre recommandée rédigée dans la langue que le preneur ne comprend pas. Or, le plus souvent, le congé est donné par lettre recommandée ou est écrit sur le carnet des quittances de loyer.

D'ailleurs, nous croyons que le but poursuivi par les auteurs de l'amendement est de garantir pleinement à ceux qui sont amenés à se défendre dans une « affaire de loyer », la possibilité de comprendre l'exploit d'ajournement, les conclusions, le rapport de l'expert, le jugement — bref — tous les actes de procédure, y compris les exploits relatifs à l'exécution des jugements.

Il arrive, en effet, très fréquemment, dans la partie flamande du pays, que des travailleurs, ignorant le français ou ne comprenant que très imparfaitement cette langue, sont assignés devant le juge de paix en expulsion ou en révision du prix du loyer, par un exploit d'huissier rédigé en français, reçoivent de la partie adverse des conclusions rédigées en français, sont tenus de répondre à un rapport d'expertise rédigé en français et entendent prononcer par le juge un jugement en français. Et, bien souvent, la même situation leur est faite devant le juge d'appel.

Votre Section Centrale est d'avis qu'il importe de mettre fin à cette situation aussi injuste que pénible. L'article 23 de la Constitution ne s'y oppose nullement puisqu'il s'agit ici de faire régler par la loi l'emploi des langues pour des affaires judiciaires.

C'est pourquoi, elle croit devoir vous présenter l'amendement ci-annexé. Il prescrit que, dans les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la nouvelle loi sur les loyers, tous les actes de la procédure, seront, sous peine de nullité, rédigés en langue flamande lorsque le défendeur habite dans une commune classée dans la partie flamande du pays par un des arrêtés royaux pris en exécution de la loi sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

L'amendement laisse tout en état, au point de vue de l'emploi des langues dans les affaires de loyer en ce qui concerne le surplus du pays.

Cet amendement laisse également entière la question de l'emploi des langues pour tous les autres litiges en matière civile. Il a un champ d'application nettement limité. La disposition qu'il propose disparaîtra avec la loi sur les loyers. Aux règles prévues par le projet de loi, il en ajoute une qui ne manquera pas

d'apaiser les esprits et de contribuer ainsi au règlement amiable des conflits que la crise du logement a fait naître ou peut encore faire surgir.

L'amendement prévoit qu'il ne sera pas fait application de la disposition si le bail est rédigé en français. Il prévoit également que la procédure sera continuée en français si la partie citée en fait la demande à la première audience.

Le Rapporteur,
H. MARCK.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Amendement de la Section centrale. Amendement van de Middenafdeeling.

Ajouter un article 32^{bis} rédigé comme suit :

ART. 32^{bis}.

§ 1^{er}. Dans les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi, tous les actes de procédure, y compris les exploits relatifs à l'exécution des jugements, seront, sous peine de nullité, rédigés en langue flamande lorsque le défendeur habite dans une des communes désignées comme flamandes par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1889 concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, modifiée par les lois du 4 septembre 1891 et 22 février 1908, et coordonnées par arrêté royal du 16 septembre 1908.

§ 2. Il ne devra pas être fait application de la disposition du paragraphe précédent si le bail a été rédigé en français.

§ 3. La procédure sera continuée en français si le défendeur en fait la demande à l'audience fixée par l'exploit d'ajournement.

Een artikel 32^{bis} toevoegen, luidende :

ART. 32^{bis}.

§ 1. Bij de geschillen, waartoe de toepassing van deze wet mocht aanleiding geven, zullen al de akten van rechtspleging, met inbegrip van de exploiten betreffende de tenuitvoerlegging der vonnissen, op straffe van nietigheid, gesteld worden in de Vlaamsche taal wanneer de verweerder woonachtig is in een der gemeenten, als Vlaamsche gemeente aangeduid bij de Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van het eerste artikel der wet van 3 Mei 1889, betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in strafzaken, gewijzigd bij de wetten van 4 September 1891 en 22 Februari 1908, en samengeordend bij Koninklijk besluit van 16 September 1908.

§ 2. De beschikking van de voorgaande paragraaf wordt niet toegepast, indien de huurovereenkomst in de Fransche taal is gesteld.

§ 3. De rechtspleging wordt verder in de Fransche taal behandeld, indien de verweerder zulks aanvraagt ter terechtzitting door het dagvaardingsexploit bepaald.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1926-1927.

Wetsontwerp tot herziening van de uitzonderingswetgeving in zake huurovereenkomsten ⁽¹⁾.

Amendement van de heeren Gelders en Fischer. (Gebruik der Talen.)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER H. MARCK.

MIJNE HEEREN,

Onze achtbare collegas, de heeren Gelders en Fischer, hebben navolgend amendement ingediend :

« Bij geval de opzegging van de huurceel door tuschenkomst van een deurwaarder geschiedt, zal in het vlaamsche gedeelte van het land het exploit in de vlaamsche taal zijn opgesteld. In het gemengd gedeelte, in de taal door den huurder verkozen; in de andere gedeelten van het land in de aldaar in gebruik zijnde taal. »

Het springt in het oog dat dit amendement in dien vorm in geen geval kan aangenomen worden. Het duidt niet nauwkeurig aan wat men moet verstaan door « het vlaamsche gedeelte van het land », « in het gemengd gedeelte », « de andere gedeelten van het land ». Maar wij meenen dat het nutteloos is de wijzigingen te onderzoeken, die aan dit amendement zouden aan te brengen zijn daar wij van gevoelen zijn dat het niet aanneemlijk is wegens zijn ongrondwettelijk karakter.

Herinneren wij even aan den tekst van artikel 23 van de Grondwet : « Het gebruik der in België gesproken talen is vrij; het kan slechts bij de wet geregeld worden en alleen voor de handelingen der openbare overheid en voor de gerechtszaken. »

Het schijnt onbetwistbaar dat het exploit, voor hetwelk de deurwaarder zich beperkt de opzegging te beteekenen aan den huurder, volgens opdracht hem gegeven door den verhuurder, *noch eene handeling der openbare overheid, noch een gerechtszaak* is.

De handelingen van de openbare overheid zijn deze, welke vervuld worden

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n^o 427 van 1925-1926.

Verslag, N^o 12 van 1926-1927.

Amendementen : van I tot XIII.

door elken persoon of door elk lichaam met een openbaar karakter, dit wil zeggen welke rechtstreeks of onrechtstreeks bevoegdheden hebben gekregen van de souvereine macht en rechtstreeks opgericht zijn met het oog op een openbaar belang. De deurwaarders kunnen echter niet beschouwd worden als ondergeschikten van de overheid. Zij zijn met geen enkel deel van de openbare overheid bekleed. Zij zijn feitelijk alleen helpers van het gerecht, die weliswaar een aan de wet onderworpen ambt uitoefenen onder sommige voorwaarden, benoemd en afgezet worden door de Regeering. Wanneer zij een exploit beteekenen op verzoek van eene partij, handelen zij als mandataris van deze partij.

Anderzijds, is een exploit van opzegging geen gerechtszaak, dit wil zeggen eene zaak die tot een gerechtelijken aanleg behoort. Het is eene *buiten-gerechtelijke zaak*, die voor doel heeft een recht uit te oefenen, te behouden of te verkrijgen. Dit zou natuurlijk niet meer het geval zijn, indien het exploit van opzegging tegelijkertijd een exploit van dagvaarding was.

Wij meenen dus te mogen besluiten dat het amendement, omdat het strijdig is met de Grondwet, onontvankelijk is.

Om volledig te zijn, houden wij er aan te doen opmerken dat het nuttig uitwissel van dit amendement niet zeer aanzienlijk zou wezen. Inderdaad, werd dit amendement aangenomen, dan zou het nog steeds den verhuurder vrij staan opzegging te doen bij aangeteekenden brief in de taal welke de huurder niet begrijpt. Nu, doorgaans wordt de opzegging gedaan bij aangeteekenden brief of geschreven in het huurboekje.

Wij meenen, overigens, dat het doel der opstellers van het amendement is, volledigen waarborg te geven aan hen die zich zullen te verdedigen hebben in eene huurkwestie, dat zij het exploit tot dagvaarding, de besluiten, het deskundig verslag, het vonnis — met een woord — al de akten van rechtsvordering zullen kunnen verstaan, met inbegrip van de exploiten betreffende de tenuitvoerlegging van de vonnissen.

Zeer dikwijls gebeurt het, inderdaad, in de Vlaamsche gewesten, dat de arbeiders, die het Fransch niet of zeer gebrekkig kennen, voor den vrederechter gedaagd worden tot uitzetting of herziening van den huurprijs, bij deurwaardersexploit, opgemaakt in 't Fransch, van de tegenpartij in het Fransch gestelde conclusies ontvangen, antwoord moeten geven op een deskundig verslag opgemaakt in 't Fransch en door den rechter een Fransch vonnis hooren vellen. En, dikwerf bevinden zij zich in denzelfden toestand voor den rechter in beroep.

Uwe Middenafdeeling is de meening toegedaan dat er een einde moet gesteld worden aan dien even onbillijken als moeilijken toestand. Artikel 23 der Grondwet is daartoe geenszins een hinderpaal, omdat het er hier om gaat het gebruik der talen in rechtszaken bij de wet te regelen.

Derhalve meent zij het hiernavolgend amendement te moeten voorstellen. Het bepaalt dat in al de geschillen, waartoe de toepassing van de nieuwe wet op de huurovereenkomsten aanleiding zou geven, alle akte van rechtspleging, op straf van nietigheid, in de Nederlandsche taal zullen worden gesteld, wanneer de verweerder een gemeente bewoond die in het Vlaamsch gedeelte van het land gerangschikt is, krachtens een der Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de wet op het gebruik van de Nederlandsche taal in strafzaken. Het amendement brengt geen verandering in den bestaanden toestand ten opzichte van het gebruik der talen in huishuurzaken.

Voor het overige, raakt dit amendement ook niet aan het vraagstuk van het gebruik der talen voor al de overige geschillen in burgerlijke zaken. De toepassing

is beslist beperkt. De voorgestelde bepaling zal wegvallen te gelijk met de wet op de huurovereenkomsten. Aan de regelen, in het wetsontwerp voorzien, wordt er een toegevoegd die stellig de gemoederen tot bedaren zal brengen en daardoor zal bijdragen tot het bijleggen der geschillen die de woningnood deed of nog kan doen ontstaan.

Het amendement voorziet dat de bepaling niet wordt toegepast, zoo de huurovereenkomst in de Fransche taal gesteld is. Het bepaalt eveneens dat de procedure in de Fransche taal zal voortgezet worden zoo de gedaagde partij dit aanvraagt bij de eerste terechtzitting.

De Verslaggever,

H. MARCK.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

Amendement de la Section centrale.	Amendement van de Middenafdeeling.
--	--

Ajouter un article 32^{bis} rédigé comme suit :

ART. 32^{bis}.

§ 1^{er}. Dans les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi, tous les actes de procédure, y compris les exploits relatifs à l'exécution des jugemens, seront, sous peine de nullité, rédigés en langue flamande lorsque le défendeur habite dans une des communes désignées comme flamandes par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1889 concernant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, modifiée par les lois du 4 septembre 1891 et 22 février 1908, et coordonnées par arrêté royal du 16 septembre 1908.

§ 2. Il ne devra pas être fait application de la disposition du paragraphe précédent si le bail a été rédigé en français.

§ 3. La procédure sera continuée en français si le défendeur en fait la demande à l'audience fixée par l'exploit d'ajournement.

Een artikel 32^{bis} toevoegen, luidende :

ART. 32^{bis}.

§ 1. Bij de geschillen, waartoe de toepassing van deze wet mocht aanleiding geven, zullen al de akten van rechtspleging, met inbegrip van de exploiten betreffende de tenuitvoerlegging der vonnissen, op straffe van nietigheid, gesteld worden in de Vlaamsche taal wanneer de verweerder woonachtig is in een der gemeenten, als Vlaamsche gemeente aangeduid bij de Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van het eerste artikel der wet van 3 Mei 1889, betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in strafzaken, gewijzigd bij de wetten van 4 September 1891 en 22 Februari 1908, en samengeordend bij Koninklijk besluit van 16 September 1908.

§ 2. De beschikking van de voorgaande paragraaf wordt niet toegepast, indien de huurovereenkomst in de Fransche taal is gesteld.

§ 3. De rechtspleging wordt verder in de Fransche taal behandeld, indien de verweerder zulks aanvraagt ter terechtzitting door het dagvaardingsexploit bepaald.